



AUJOURD'HUI PLUS QUE JAMAIS LES REVENDICATIONS DEMEURENT !

Les résultats en France des élections européennes confirment la montée des idées réactionnaires, racistes et antisémites.

Loi scélérate sur les retraites, mauvais coups à répétition contre les privés d'emploi, destruction des services publics, annonces de nouvelles attaques contre le code du travail - alors même que les profits explosent pour de nombreux groupes internationaux... **Ce sont bien les politiques austères et destructrices qui ont conduit le pays là où il est.** La responsabilité du gouvernement est grande, et la décision de dissoudre l'Assemblée Nationale s'apparente à une manœuvre politicienne proche de la pratique de la terre brûlée.

Pour la FNEC FP-Force Ouvrière 35, c'est sur le terrain social et syndical que nous continuerons de nous battre pour construire de nouveaux jours heureux et rappeler inlassablement « français, immigrés, mêmes patrons, mêmes combats ». Tous ceux qui divisent, fragmentent, opposent les travailleuses et les travailleurs, sont des ennemis de la République sociale.

Plus que jamais, l'heure est à la mobilisation pour faire valoir nos revendications et obtenir l'abrogation de toutes les contre-réformes imposées par un exécutif totalement désavoué.

C'est pourquoi nous demandons encore et toujours :

- Abrogation des décrets et arrêtés du 15 mars organisant le « choc des savoirs » ;
- Annulation des 10 milliards d'euros de coupes budgétaires supplémentaires, dont près de 700 millions à l'Éducation nationale ;
- Annulation de la suppression d'heures, de postes, de 84 classes dans notre département programmées à la rentrée 2024 ; création des heures, postes et classes nécessaires ;

- Recrutement de tous les candidats reçus sur les listes complémentaires des concours et le réabondement de celles-ci à hauteur des besoins.
- Arrêt / abrogation des contre-réformes qui cassent l'École publique, ses enseignements disciplinaires, ses diplômes nationaux et remettent en cause les statuts et missions des personnels : réformes du lycée et du baccalauréat, Parcoursup, SNU, Pacte enseignant, Acte 2 de l'école inclusive, réforme de la voie professionnelle, réformes des concours d'accès à l'enseignement, déconcentration de la gestion des agrégés, projet d'externalisation/transfert des PsyEN EDO aux départements, loi Rilhac ;
- Abandon des évaluations d'école et des évaluations nationales des élèves remettant en cause la liberté pédagogique des enseignants ;
- Augmentation du point d'indice (10 % tout de suite et rattrapage des 28,5 % perdus depuis 2000) !
- Evolution indiciaire pour les AED et l'accès au CDI pour tous ceux d'entre eux qui le souhaitent ;
- Statut de la Fonction publique pour les AESH, un vrai salaire, l'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation des moyens ;
- Plan de titularisation pour les contractuels qui le souhaitent ;
- Pour les personnels administratifs : l'abandon d'OPALE et de RENOIRH, aucune remise en cause de nos statuts, aucune remise en cause du temps de travail, l'intégration des primes dans le traitement indiciaire de base, la titularisation de tous les contractuels qui le souhaitent, la création des postes à la hauteur des besoins, de vraies mesures massives de requalification de C en B et de B en A ;
- Retrait du projet de loi Guérini et abrogation de la loi de la Transformation de la Fonction publique qui détruisent le statut de fonctionnaire ;
- Abrogation de la réforme des retraites : 60 ans et 37,5 années de cotisation, pas plus !

Au lendemain du 9 juin et de l'annonce de la dissolution de l'assemblée nationale, nous continuons de demander l'abrogation des décrets et arrêtés du 15 mars sur le « choc des savoirs ». Et si le ministère ne cède pas, la FNEC FP-Force Ouvrière 35 appellera à la grève nationale jusqu'au retrait, y compris pendant la période des examens comme cela est mis en discussion dans certains départements : GRÈVE DU DNB !

La FNEC FP-Force Ouvrière 35 demeure fidèle à ses engagements pour une République sociale opposées aux idées réactionnaires et à toute forme de sectarisme (racisme, antisémitisme, xénophobie, sexisme...). Elle rappelle son attachement aux valeurs de liberté, égalité, fraternité et laïcité. Lors des prochaines élections législatives, la FNEC FP-Force Ouvrière 35 ne donnera aucune consigne de vote et restera sur le terrain syndical pour porter ses revendications et défendre en toute indépendance les intérêts des personnels.